


Les enfants défavorisés ne vont pas assez en crèche

Dans un rapport publié ce mercredi, le think tank Terra Nova réclame la création de 40.000 places supplémentaires.

En priorité dans les zones défavorisées ou rurales.

Solveig Godeluck
 @Solwii

On ne sait pas encore précisément combien de places en crèche ont été créées sous le dernier quinquennat. François Hollande avait promis d'en ouvrir 100.000. Mais le compte n'y sera pas : il y a eu trop de retard au démarrage et les crédits n'ont pas été consommés. Investir dans la petite enfance est pourtant, selon Terra Nova, « la nouvelle frontière de l'éga-

lité des chances ». C'est le thème d'un rapport publié par le think tank ce mercredi que « Les Echos » ont pu consulter.

Les familles aisées accèdent plus facilement aux places en crèche. En 2013, les enfants de moins de trois ans dans les 20 % de ménages les plus aisés ont eu 4,4 fois plus de chances (22 %) d'y être admis que ceux des 20 % de ménages les plus modestes (5 %). Et cet écart s'est accru depuis 2007. Or, les places de crèche sont fortement subventionnées. La part payée par les parents oscille entre 5 % et 30 % du coût de la place (15.000 euros en moyenne), et leur contribution est plafonnée au-dessus de 4.000 euros de revenu. Du coup, les familles aisées bénéficient aussi de financements publics conséquents (plus de 10.000 euros par an) via leur place en crèche.

La moindre proportion d'enfants de ménages modeste est une aberration sur le plan économique, pointe

Terra Nova, car comme l'ont montré plusieurs expériences américaines, « l'accueil dans des crèches de très bonne qualité éducative favorise une meilleure intégration dans le système scolaire, et in fine sur le marché du travail. »

Un surcoût de 90 millions d'euros par an

Ainsi, le programme Carolina Abecedarian, lancé aux Etats-Unis dans les années 1970 et qui propose des activités de stimulation des enfants dès le plus jeune âge, aurait rapporté 2,5 dollars pour un dollar investi : revenu supplémentaire pour les mères, pour les futurs actifs, et moindres dépenses de santé. Investir dans le développement cognitif des moins de 3 ans est plus rentable que d'investir dans l'éducation plus tard, expliquent les chercheurs.

C'est pourquoi Terra Nova propose de fixer pour 2022 un nouvel objectif de création de 40.000 places

en crèches ciblées. Elles seraient attribuées dans les quartiers « politique de la ville » où vivent 4,8 millions d'habitants, et dans les 12 départements qui comptent moins de 10 places pour 100 enfants de moins de 3 ans (la moyenne nationale est de 17 %). Le reste à charge devrait être réduit à 5 % au lieu de 20 % pour les communes, car elles n'investissent pas pour ne pas avoir à payer chaque année 3.000 euros par place. Un surcoût de 90 millions d'euros par an, à rapporter aux 3,4 milliards dépensés en 2015 par la branche famille pour les crèches. Enfin, Terra Nova recommande de renforcer les critères sociaux pour l'admission, et de développer davantage la pédagogie et l'apprentissage du langage dans les crèches. Emmanuel Macron, qui a promis de « faire de la crèche un instrument de lutte contre les inégalités », en donnant plus d'importance aux critères sociaux, devrait être sensible à ces idées. ■

Les places de crèche sont fortement subventionnées. La part payée par les parents oscille entre 5 % et 30 % du coût réel de la place. Photo Sébastien Bozon/AFP